

Hitachi, l'espoir n'est pas mort

Hier, une poignée d'élus du Loiret a été reçue au ministère de l'Économie, afin de faire en sorte que le groupe Hitachi n'abandonne pas le Loiret, suite à l'annonce de la fin de son activité à Ardon.

Stéphanie Cachinero

stephanie.cachinero@centrefrance.com

Le dossier Hitachi est enfin arrivé sur le bureau du nouveau secrétaire d'État en charge de l'Industrie, Christophe Sirugue. Le groupe japonais était d'ailleurs, hier, au cœur des échanges, à Bercy (ministère de l'Économie et des finances), où une poignée d'élus locaux, de tous bords politiques, a été reçue. La mobilisation trans-partisane semble avoir « touché » les dirigeants nippons.

Résultat, les choses avancent dans le bon sens. D'ailleurs, Christophe Sirugue « a indiqué que son cabinet avait d'ores et déjà rencontré le groupe Hitachi » et « que tous les services de l'État seront mobilisés pour favoriser une nouvelle implantation d'Hitachi dans l'agglomération » orléanaise.

Une avancée, compte tenu que la direction du géant japonais indiquait, il y a quelques semaines, que sa décision (fermeture de ses activités à Ardon) était « irrévocable ». Décision qui faisait l'effet « d'une douche froide », sur les épaules des élus lo-



ENTRETIEN. De gauche à droite, Frédéric Néraud, du conseil départemental ; Alain Gueydan, commissaire au redressement productif ; Jean-Pierre Sueur, sénateur ; Jacques Martinet, agglomération orléanaise ; Christophe Sirugue, secrétaire d'État, et Harold Huwart, pour la Région. PHOTO D. R.

caux, bien décidés à ne pas laisser filer ce partenaire économique de longue date. Dès le départ, « nous avons tout fait pour que l'arrivée d'Hitachi se passe bien », souligne le sénateur socialiste Jean-Pierre Sueur. Aujourd'hui encore. « L'avenir n'est plus dans le disque dur », reconnaît le sénateur. Mais « il y a plein d'activités chez Hitachi », certaines pourraient trouver leur place dans l'agglomération orléanaise.

Nouvelle activité et possible successeur

Le 7 octobre, Akira Shimizu, vice-président mondial d'Hitachi, était de passage dans la cité johannique, porteur du message de son président

Toshiaki Higashihara, déterminé à « préserver l'image de marque construite à Orléans ».

Ce qu'il en est ressorti ? Le groupe nippon œuvrera « dans les mois qui viennent afin de créer les conditions qui permettraient l'arrivée dans l'agglomération d'Orléans d'une nouvelle activité du groupe (sur un autre site que celui d'Ardon) », explique un communiqué adoubi par l'ensemble des élus locaux.

Par ailleurs, « Hitachi a dépêché un cabinet spécialisé afin de trouver une entreprise qui pourrait prendre sa suite, à Ardon, ce qui permettrait de reclasser un maximum de salariés », confie Frédéric Néraud, qui représentait le

conseil départemental.

Les domaines visés ? Les « services », « le soutien commercial », « l'assistance aux clients » ou encore « des objets connectés », mentionne le communiqué, dans lequel tous les acteurs locaux « parlent d'une seule voix ».

Les 170 emplois supprimés par Hitachi à Ardon seront-ils, alors, tous compensés ? Impossible de le savoir pour l'heure.

Une chose est certaine, afin que cet élan collectif ne « s'émousse pas dans le temps », Harold Huwart, vice-président de la Région, délégué au Développement économique, entend « maintenir la pression, avec Jean-Pierre Sueur », coûte que coûte. ■